

*Société Canagrex—Loi*

**M. Whelan:** Elle se porte bien.

**M. Mazankowski:** Le ministre n'a pas d'influence au cabinet.

**M. Epp:** Elle se porte bien?

**M. Fennell:** Un petit chat au cabinet.

**M. Mazankowski:** Oui, un petit chat au cabinet. Le ministre pourrait faire quelque chose s'il avait de la poigne et s'il se préoccupait du sort de l'agriculture, mais il suit à peu près la même politique que le ministre des Finances.

Le prix de l'essence pour l'agriculteur a augmenté de 41.8 p. 100 de 1980 à 1981, et de 21.6 p. 100 . . .

**M. Evans:** De combien a-t-il augmenté pour le reste de la population?

**M. Mazankowski:** Oh, ce bouffon là-bas prétend que le prix de l'essence serait encore plus élevé si nous étions restés au pouvoir. Nous avons prévu des exemptions pour les agriculteurs.

**M. Evans:** J'ai dit: «Qu'aviez-vous prévu pour le reste de la population?»

**M. Mazankowski:** Nous avons prévu des exemptions pour les agriculteurs. Nous avons prévu un dégrèvement d'impôt à l'énergie pour les propriétaires de maison. Au cours des deux dernières années, le prix de l'essence a augmenté de 63 p. 100.

**M. Nielsen:** C'est un véritable Viêt-nam économique!

**M. Mazankowski:** Le gros de cette augmentation provient de la taxe fédérale d'environ 57c. Si le ministre veut soulager quelque peu les producteurs canadiens, il peut demander au ministre des Finances de réduire cette taxe fédérale qui n'est rien d'autre qu'une escroquerie généralisée aux dépens des producteurs.

**Des voix:** Bravo!

**M. de Jong:** Monsieur l'Orateur, je me demande si je peux dire qu'il est une heure.

**Des voix:** Non, non!

**M. Wilson:** Non, il reste encore cinq minutes!

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Le consentement n'est pas unanime. Le député de Regina-Est (M. de Jong) a la parole.

**M. Simon de Jong (Regina-Est):** Je suis prêt à faire mon discours, monsieur l'Orateur. Contrairement au député qui m'a précédé, je tiens à dire que notre parti est en faveur du bill.

**M. Huntington:** Évidemment, des socialistes!

**M. Ittinuar:** Je suis ravi que vous l'ayez remarqué!

**M. de Jong:** En effet, c'est ironique . . .

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre. La parole est au député de Regina-Est.

**M. de Jong:** En effet, monsieur l'Orateur, c'est ironique que les députés du parti conservateur insistent afin que le gouvernement offre une aide accrue à l'agriculture et s'en mêle

davantage, d'une part, et que, d'autre part, ils rejettent toujours le blâme sur le gouvernement quand les choses vont mal. Jusqu'à un certain point, je suis d'accord avec eux quand ils blâment le gouvernement actuel. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le parti libéral ternit la réputation du gouvernement.

Bien que je comprenne certaines des inquiétudes qui rongent mes collègues à la Chambre, je les trouve inconséquents de conclure qu'un organisme public n'a aucun rôle à jouer dans le domaine de l'agriculture au Canada. Ils sont vraiment naïfs s'ils croient que le système de libre entreprise à lui seul pourra garantir aux consommateurs canadiens un approvisionnement suffisant d'aliments à un prix honnête et aux agriculteurs canadiens une juste rémunération pour leur travail et leurs investissements. Ce résultat ne peut être obtenu qu'avec l'intervention du gouvernement.

Je ne connais pas un pays au monde, y compris les États-Unis, dont le gouvernement n'intervienne pas activement dans le secteur agricole. L'agriculture est trop importante pour qu'on la laisse entre les mains de sociétés de moins en moins nombreuses et de plus en plus puissantes. Nous observons en effet depuis quelques années que les exploitations agricoles tendent à laisser le champ libre aux grandes sociétés productrices et distributrices de denrées alimentaires. C'est là une tendance qui inquiète vraiment beaucoup notre parti. Aucun pays, y compris le nôtre, ne devrait laisser un petit groupe de multinationales former un monopole dans un secteur aussi indispensable que celui de l'alimentation car en l'absence de concurrents, il peut fixer lui-même les prix qu'il paiera aux agriculteurs et fera payer aux consommateurs.

C'est peut-être un cliché, mais il vaut la peine de le répéter: notre pays est vraiment comblé. Dieu nous a comblés de bienfaits et de ressources, par exemple de vastes étendues de terrain, des champs très fertiles et une population agricole très compétente. Nos agriculteurs veulent bien nous fournir des produits alimentaires à un prix raisonnable. Nous pouvons nous estimer heureux et; pourtant, comme je vais le démontrer tout à l'heure . . .

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre. Comme il est 1 heure, je quitte le fauteuil jusqu'à 2 heures cet après-midi.

(La séance est suspendue à 1 heure.)

## REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 2 heures.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Quand nous avons suspendu la séance à 1 heure, le député de Regina-Est avait la parole.

**M. de Jong:** Monsieur l'Orateur, avant la pause, je parlais du rôle que les gouvernements peuvent et doivent jouer dans le domaine de l'agriculture, chose que mes amis conservateurs à ma droite ont parfois du mal à accepter. L'agriculture canadienne a toujours été faite d'un mélange de participation publique, privée et de coopératives.